

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)

7 avenue des forges
BP 1
90700 Châtenois-Les-Forges

Références : UID257090/SPR/MV/2025-0422A
Code AIOT : 0005901380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal) implanté 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à un incendie qui s'est déclaré le vendredi 18 avril au niveau du monte-charge de la cintrreuse Heuser 1. Cette inspection vise à faire un point sur la situation, les moyens mis en œuvre, les conséquences et les causes de cet incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)

- 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges
- Code AIOT : 0005901380
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HENDRICKSON FRANCE est spécialisée dans la fabrication de ressorts à lames et de bras de suspension pour les véhicules poids lourds.

Les procédés de fabrication sont essentiellement le travail mécanique des métaux et l'application de peintures.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.4.1-V	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite d'inspection que l'incendie ayant eu lieu au niveau de la cintreuse Heuser 1 a été maîtrisé rapidement essentiellement par les moyens engagés par l'exploitant, les dégâts matériels sont localisés au niveau de ce seul outil de production. Les eaux d'extinction incendie ont été confinées dans la rétention existante directement sous la cintreuse et pompées puis stockées dans des GRV en attente de leur évacuation pour traitement. L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le rapport d'incident/accident conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de

l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Déroulé de l'incident :

Un incendie s'est déclaré le vendredi 18 avril 2025 aux alentours de 17h sur le site d'Hendrikson à Chatenois-les-Forges au niveau la cintreuse Heuser 1, dans le bâtiment principal.

L'incendie a immédiatement été repéré par le personnel en poste au niveau de cette machine qui a tout de suite arrêté son fonctionnement et déclenché l'alarme via le poste de commande. Le déclenchement du POI ne s'est pas avéré nécessaire par la rapidité de l'intervention par le personnel pour la maîtrise du sinistre.

Le personnel a été évacué et une équipe de seconde intervention constituée d'une dizaine de personnes s'est déployée afin d'éteindre le feu à l'aide d'extincteurs.

Le SDIS a été prévenu rapidement via la téléalarme doublée d'un appel par le personnel du site. Il est intervenu aux alentours de 17h20, un camion a été déployé afin d'arroser et de refroidir la gaine d'aspiration d'air.

L'exploitant a pris contact avec Enedis afin de réfléchir à la nécessité de couper l'alimentation électrique via la poste d'approvisionnement, cette mesure n'a pas été jugée nécessaire. Toutefois, l'alimentation électrique au niveau des armoires a été coupée ainsi que le gaz au niveau des 4 fours situés dans le bâtiment à gauche de la cintreuse Heuser 1 et pouvant potentiellement être impactés en cas d'incendie important.

L'astreinte DREAL a été contactée aux alentours de 18h.

L'incident a été considéré comme clos à 19h30.

Causes supposées :

Selon l'exploitant l'origine de l'incendie serait un problème technique sur le monte charge dans la cintreuse Heuser 1. Le nez du vérin hydraulique permettant de monter et descendre le cadre où les pièces sont disposées se serait desserré, ce qui aurait entraîné une fuite d'huile hydraulique au niveau de la tige du vérin qui se serait répandue sur les pièces dont la température avoisine les 900°C entraînant un départ de feu.

Conséquences:

Un équipier de seconde intervention a été blessé lors de l'extinction du feu, un projectile l'a brûlé au niveau de la gorge. Le reste du personnel a fait l'objet de test des voies respiratoires, directement sur site, par le SDIS.

La cintreuse Heuser 1 ainsi que la gaine d'aspiration ont été endommagées mais l'inspection des installations classées a pu constater qu'il n'y a pas d'autre dégât matériel. Le vérin en cause, était en cours de démontage le jour de la visite. L'exploitant a par ailleurs, indiqué que les vérins sont vérifiés, une fois par semaine visuellement notamment concernant l'état des raccords hydrauliques et qu'il y a également une maintenance annuelle. Il n'y a pas eu d'incidence au niveau des armoires électriques.

Au niveau environnemental, les eaux d'extinction ont été confinées au niveau du bâtiment. Il a pu être constaté le jour de l'inspection que celles-ci ont été pompées et stockées dans des GRV disposées dans le bâtiment déchets. Les GRV sont en attente d'évacuation. Il n'y a pas eu de dispersion ou d'écoulement de produit chimique.

Par ailleurs, le feu a entraîné des émissions de fumées pendant environ 15 minutes. Celles-ci ont été évacuées via les trappes de désenfumage à l'aplomb de la cintreuse qui étaient ouvertes. Le SDIS n'a pas jugé nécessaire de faire des prélèvements dans les fumées, seule de l'huile ayant brûlé (huile hydraulique et avec certainement de l'huile de trempe présente dans la cintreuse).

L'exploitant a indiqué que les extincteurs ont déjà été remplacés via la société CARON et la société CHUBB était en intervention, le jour de l'inspection afin de vérifier le système de détection et d'alarme.

L'installation concernée est arrêtée pour une durée d'une semaine environ. Il n'y a pas d'impact

sur le reste du process.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours :

- le rapport d'incident conformément à l'article R.512-69, en se basant notamment sur l'échelle de cotation européenne des accidents industriels ;
- la fiche de données et de sécurité de l'huile de trempe ;
- la procédure de maintenance des vérins ;
- les deux derniers rapports de vérification des installations électriques (Q18) ;
- les deux derniers rapports de vérification par thermographie des installations électriques (Q19) ;
- les deux derniers rapports de vérification du système de détection incendie (Q7) ;
- les deux derniers rapports de vérification des extincteurs (Q4) ;

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, dès réception, :

- les bordereaux de suivi de déchets liées à l'évacuation des eaux d'extinction et éventuellement suite à l'évacuation de l'huile de trempe si celle-ci ne peut être réutilisée ;
- le compte-rendu de remise en service du système de détection et d'alarme incendie.

L'exploitant veillera par ailleurs, à communiquer à l'inspection des installations classées la date de remise en service de la cintreuse Heuser 1. En amont de cette remise en service, il est demandé à l'exploitant de faire une inspection visuelle au moins de l'intégrité des gaines d'extraction d'air au-dessus de la cintreuse Heuser 1 afin de vérifier l'absence de dépôt d'imbrûlé au niveau des parois pouvant entraîner un futur sinistre. Le compte-rendu de cette inspection visuelle sera transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.4.1-V

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation (des dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées).

Le volume de rétention disponible sur le site devra être d'au moins 2 550 m³ tel que définit dans la partie « étude des dangers » du dossier en date du 19/07/2012 relatif à la mise en place de la

nouvelle cabine de peinture par pulvérisation.

Considérant la mise en œuvre de moyens de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par des écoulements.

Constats :

L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection qu'un faible volume d'eau a été utilisé par le SDIS.

Les eaux d'extinction ne se sont pas répandues et sont restées majoritairement localisées au niveau de la rétention sous la cintrouse Heuser 1. Seul un faible volume a été répandu au niveau du sol à proximité de la cintrouse. L'exploitant disposait de photographies de ce faible épandage sur le sol. Aucune eau d'extinction n'est sortie du bâtiment.

Il a pu être constaté le jour de l'inspection que celles-ci ont été pompées et stockées dans des GRV disposées dans le bâtiment déchets. Les GRV sont en attente d'évacuation.

L'exploitant a expliqué que les eaux sont confinées à l'intérieur du bâtiment principal au niveau des fosses situées sous les deux lignes de traitement thermiques. Par ailleurs, il a pu être constaté la présence de batardeau permettant de retenir les eaux au sein du bâtiment principal ainsi qu'au sein du bâtiment déchets. L'exploitant a mentionné qu'il n'y a pas d'orifice d'écoulement au niveau des bâtiments. De plus, l'exploitant a mentionné que les regards d'évacuation des eaux pluviales disposent de système obturateur en position fermée par défaut. Ce point n'a pas fait l'objet d'une vérification le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées sous un délai de 15 jours un plan à jour de l'ensemble des rétentions du site ainsi que les justificatifs du volume total de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours